

Cuba, c'est fini ?

Le nouveau président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez, 58 ans ce samedi, né après la révolution, ingénieur électronique de formation, a pris ses fonctions jeudi à La Havane. On le dit discret, très proche de ses concitoyens, aimant les Beatles et la bicyclette. Il a surtout laissé son empreinte dans la province de Santa Clara qu'il a dirigée plusieurs années et dans les postes ministériels qu'il a occupés. L'homme, dit-on, est un « communiste pragmatique ».

Tous ceux qui l'ont approché en garde un souvenir "chaleureux". La fonction faisant l'homme, il faudra attendre avant de porter un jugement plus complet sur le personnage. Mais une chose est certaine : la direction du pays ne relève plus des Castro même si Raul conserve la direction du Parti communiste cubain. Une page se tourne, une nouvelle génération prend progressivement les rênes du pays.

Alors Cuba, c'est fini ?

Avec le tourisme de masse et l'ouverture ciblée aux investisseurs étrangers, le fric, le business, les combines, ne vont-ils pas pervertir les idéaux révolutionnaires ? L'arrivée d'un nouveau président ouvre-t-il la voie à une liquidation des acquis de la révolution ?

Ne convient-il pas mieux de s'interroger autrement : le peuple cubain qui a enduré plus d'un demi-siècle et qui continue à endurer tant de privations découlant d'un blocus économique criminel décrété par la première puissance mondiale, qui a résisté aux provocations, au terrorisme inspiré par les officines yankees, CIA en tête, n'a-t-il pas le droit de vivre mieux, plus confortablement, dans la sécurité, avec de meilleurs salaires, libre de décider son destin et ouvert sur le monde ?

100% de taux de scolarisation et 100% d'alphabétisation !

La révolution a ses défauts, elle a surtout ses qualités qui font rêver de nombreux peuples de la région.

Ce n'est pas rien que l'Unicef chiffre à 100% le taux d'alphabétisation des jeunes Cubains. Ce n'est pas rien que l'Unesco affiche à 100% le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire et 34% dans le supérieur. Ce n'est pas rien que, selon la Banque mondiale, le taux d'engagement dans l'enseignement de l'état cubain se monte à environ 12% de son Produit intérieur brut (PIB) alors que la moyenne

mondiale s'élève à 4,5%. Ce n'est pas rien qu'avec un peu plus de 90 000 médecins en activité pour 11,4 millions d'habitants, Cuba se place comme l'un des pays les mieux dotés au monde en praticiens, le taux de mortalité infantile étant un des plus bas au monde alors que l'espérance de vie atteint 80 ans. Cuba n'a pas de pétrole mais des toubibs à la pelle qui travaillent dans de très nombreux pays. Un secteur devenu une des principales ressources en devises du pays.

Tant d'années d'agressions, tant d'années de dénigrement et de coups tordus, tant d'années de résistance.

Qui fait mieux ? Lorsqu'on évoque le manque de libertés à Cuba, ne faudrait-il pas d'abord se poser la question : un pays harcelé, étranglé, en guerre permanente, constitue-t-il le meilleur terreau pour favoriser l'épanouissement de la démocratie telle que nous la concevons en Occident ? Et cette prétendue « démocratie » à coups de fortune en euros et en dollars constitue-t-elle un exemple à imiter ?

Lorsque dans les salons douillets marseillais et parisiens, on juge, tranche, condamne, sait-on au juste de quoi on parle ?

La société cubaine évolue...

Depuis plus de 50 ans, nous avons droit aux mêmes clichés, aux mêmes formules, aux mêmes preuves d'inculture. Aucune connaissance souvent de l'Histoire cubaine dans sa lutte légendaire pour l'indépendance et donc incapable de comprendre l'éternelle aspiration à la souveraineté, véritable ciment de la société. Insuffisance, aveuglement, ignorance crasse, caractérisent les donneurs de leçons repliés dans leurs certitudes.

Cuba n'est pas à vendre, le démontre et va continuer de le démontrer. Croyance mystique ou réalité ?

Dans un monde aussi complexe tant sur le plan économique que social et politique, Cuba ne peut rester un îlot isolé dans une planète en surchauffe. Comme toutes les sociétés, la société cubaine évolue, aspire à des changements et regarde ailleurs, espère tirer profit du meilleur. Et alors ?

Cuba poursuit son chemin dans un environnement défavorable. Avec un objectif : construire un socialisme moderne à la cubaine. Dirigeants et experts ont beaucoup voyagé ces derniers temps. Ils sont partis observer les expériences ici et là. Au retour, ils ont versé le tout dans un pot commun, bien agité l'ensemble avec un

ingrédient essentiel : la sauce cubaine, celle qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Dans le même mouvement, une nouvelle génération de cadres et de dirigeants se met progressivement en place.

Ceux qui misent sur un bouleversement libéral se trompent. Cuba n'est pas le bloc soviétique des années 90. Sinon pour- quoi ne se serait-elle pas effondrée en même temps que lui ? Successivement occupée ou dépendante des Espagnols, des Américains et des Soviétiques, la Grande Ile a appris, au prix fort, à vivre seule. Même dans les oppositions au pouvoir le sentiment national et la volonté d'indépendance sont forts. Et le modèle du libéralisme avec ses millions de chômeurs et ses violences est-il toujours aussi attractif ? Lors de son discours d'investiture, jeudi soir, le nouveau président Miguel Diaz-Canel pour qui « la révolution poursuit son cours » a affirmé : « Ici, il n'y a pas de place pour le capitalisme. »

A Cuba, il n'y a pas rupture. Il y a évolution.

José Fort